

LA CULTURE, POUR FAIRE RAYONNER NOS TERRITOIRES ?

La culture est parfois perçue comme relevant plus du prestige, de « l'exception culturelle » française que de la rationalité économique. Pourtant, loin de ces clichés, elle joue un rôle essentiel dans la vie quotidienne de nos régions et renforce l'attractivité de nos territoires. Et si la culture était avant tout un bon investissement ?

Pourquoi on en parle ?

Parce qu'en déclarant, à l'occasion du dernier festival de Cannes, regretter avec le recul d'avoir trop coupé dans les budgets de la culture, Manuel Valls ne faisait finalement que donner de la visibilité à une idée de plus en plus prégnante : non seulement la culture est un facteur de cohésion sociale et d'épanouissement personnel, mais elle est également une activité économique essentielle et dynamique. Dès lors, il est intéressant d'observer comment la culture se développe dans toutes les régions, avec quels financements. Et d'étudier les bénéfices qu'elle apporte là où elle s'épanouit, tant en termes d'emplois que de rayonnement de nos territoires bien au-delà de nos frontières.

Dans ce dossier vous trouverez

- Un tableau du développement de la culture dans nos régions et de ses modes de fonctionnement
- Une étude de la culture en tant que moteur de croissance économique et d'attractivité

Nos intervenants

- **Françoise Nyssen**, Présidente du directoire d'Actes Sud, une des maisons d'édition les plus réputées, fondée à Arles en 1978.
- **Jérôme Trehorel**, Directeur général du Festival des Vieilles Charrues, le plus important festival français en termes d'affluence .
- **Xavier Dupuis**, Chercheur au CNRS et maître de conférences à l'Université Paris Dauphine qui travaille sur l'économie de la culture, en particulier le secteur du spectacle vivant, l'évaluation des politiques publiques.
- **Frédéric Charpagne**, Maire-Adjoint et délégué à la culture à la mairie de Bourges.
- **Karine Gloanec Maurin**, Présidente de la Commission Culture de l'Association des Régions de France qui accompagne les collectivités dans la mise en place des offres culturelles sans agir directement sur les territoires. Elle est également Présidente de la Région Centre
- **Hugo Bélit**, Adhérent responsable des espaces culturels E. Leclerc

1. LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE SUR LES TERRITOIRES

La culture au rythme des régions

Les industries culturelles et créatives, au croisement entre le monde de l'art, l'entreprise et l'innovation technologique, représentent un véritable vecteur de développement économique pour les territoires. Génératrices d'emplois, elles participent à la cohésion sociale et au dynamisme des collectivités locales. La culture permet de booster la consommation de loisirs et d'équipement des Français. Au-delà de leur impact très favorable sur le tourisme, les industries culturelles rythment la vie quotidienne des territoires et ont des retombées économiques importantes au niveau local et régional, même dans un contexte économique tendu. Des villes comme Arles, Lille, Lyon ou Marseille, qui ont placé la culture au centre de leur stratégie territoriale, ont su tirer leur épingle du jeu.

Deux modèles de réussites : Actes Sud à Arles et Les Vieilles Charrues à Carhaix

“

Il est fondamental, en tant qu'entrepreneur, d'être aussi citoyen de là où l'on entreprend. Mais ce n'est pas parce que nous sommes à Arles qu'on le fait, on aurait été à Amiens ou à Arras, on l'aurait fait aussi.

Françoise Nyssen

Présidente du Directoire d'Actes Sud

L'idée de départ c'était vraiment de montrer qu'en Centre Bretagne, il y avait des forces vives, du dynamisme et des choses possibles à faire.

Jérôme Tréhorel

Directeur Général du festival des Vieilles Charrues

”

Fondées à Arles en 1978, les éditions Actes Sud sont depuis des années l'une des maisons d'édition les plus reconnues. Elles ont fait connaître en France des auteurs comme Nina Berberova, Paul Auster, Stieg Larsson ou encore Camilla Läckberg, et publié deux prix Goncourt, Laurent Gaudé (2004) et Jérôme Ferrari (2012). Actes Sud est aujourd'hui un acteur économique essentiel à Arles.

Françoise Nyssen

Présidente du Directoire d'Actes Sud

Pourquoi le siège d'Actes Sud est-il situé à Arles ?

Actes sud s'est créée là où ses fondateurs habitaient. Nous n'avons pas imaginé qu'il fallait aller à Paris pour faire une activité d'édition même si c'est « l'habitude ». L'habitude n'est pas forcément une bonne chose. Nous nous sommes implantés en 1978, à l'époque il n'y avait pas tous les moyens de transmission et de circulation rapides que nous connaissons aujourd'hui. L'apparition du fax, puis d'internet a bouleversé la vie des maisons d'édition pour transférer des données, les documents... et le TGV nous place à 2 heures 45 de Paris, quand avant il en fallait 7. Sans tout ça, c'était difficile mais cependant on a délibérément décidé de se développer là où l'on était.

L'édition n'est pas un concept géographique, on peut éditer d'où l'on veut des livres du monde entier. Le siège d'Actes Sud est à Arles et nous sommes décentralisés via un bureau de presse à Paris ; c'est bien dans ce sens-là que l'on est décentralisé. Arles constitue un centre entre la France et l'Italie, l'Espagne, et les pays de l'autre côté de la Méditerranée.

Comment Actes Sud participe à la vie culturelle de la ville/de la région ?

Dans la ville d'Arles, nous sommes un acteur d'animation culturelle local majeur. Mais ce n'est pas parce que nous sommes décentralisés que nous l'avons fait mais parce que nous étions convaincus. Au Méjan, le lieu où nous nous situons, nous organisons dans cette chapelle désacralisée des concerts, des expositions, des lectures, des rencontres. Le lieu, construit en dessous d'Actes Sud abrite un cinéma, une librairie, et un restaurant et un hammam qui sont gérés en concession. Tout cela en fait un vrai centre culturel privé. Et je pense qu'il est fondamental, en tant qu'entrepreneur, d'être aussi citoyen de là où l'on entreprend. Mais ce n'est pas parce que nous sommes à Arles qu'on le fait, on aurait été à Amiens ou à Arras, on l'aurait fait aussi. Nous avons également comme projet, dès septembre, d'ouvrir une école qui s'appellera « du domaine du possible » parce qu'en tant que citoyens, donc partie prenante de la société, et de cette ville, on constate une forme de difficulté qu'a aujourd'hui l'école et à laquelle nous sommes tous confrontés.

Le festival des Vieilles Charrues est passé à peine plus de vingt ans d'une fête organisée par des copains de 500 personnes à l'un des plus importants festivals européens, attirant 225 000 personnes sur 4 jours en 2014. Grâce à lui, de nombreux Français et Européens savent désormais placer la commune de Carhaix-Plougueur sur une carte.

Jérôme Tréhorel

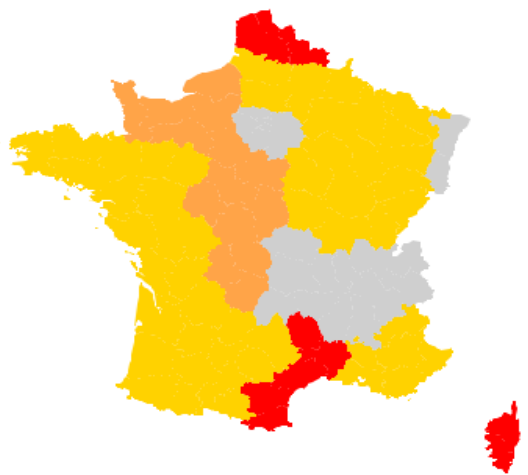
Directeur Général du festival des Vieilles Charrues

Comment avez-vous réussi à faire du festival des Vieilles Charrues le plus important festival de musique en France ?

Actes sud s'est créée là où ses fondateurs habitaient. Nous n'avons pas imaginé qu'il fallait Ce n'était pas l'idée de départ. La vraie idée de départ c'était de montrer qu'en Centre Bretagne, il y avait des forces vives, du dynamisme et des choses possibles à faire dans une région où les jeunes partaient pour aller étudier et ne revenaient pas forcément car il n'y avait pas toujours de travail à la clé dans la région. En 1992, le but était de montrer que même si on n'a pas la mer, on a la terre et les charrues, et on va donc faire une fête des Vieilles Charrues. Au départ, c'est une fête de copains avec des repas, des jeux, et au bout de 2-3 éditions, la musique a fait son apparition. D'année en année, de copains en copains et assez rapidement on s'est retrouvé à 2000, puis 5000 personnes et à ce moment-là l'association a décidé d'organiser un festival de musique et il y a eu un vrai plébiscite du public. Il y avait un état d'esprit particulier aux Vieilles Charrues, avec une défense de certaines valeurs et je pense que le succès du festival, qui n'a pas été programmé, a été une surprise. Il a fallu faire face à cette surprise. A la fin des années 90, le festival voyait sa fréquentation doubler chaque année, on est passé de 3 000 à 6 000, de 10 000 à 20 000, de 20 à 40 et de 40 à 100 000 et là les choses ont commencé à se compliquer par ce que c'était toujours une association et des bénévoles qui géraient l'organisation. L'association a donc décidé de se structurer pour continuer à faire rêver les gens et faire perdurer cette fête qui était devenu, en termes de fréquentation, le plus gros festival de France. Ensuite la structuration de l'association a fait qu'on a pu rentabiliser et assoir le savoir-faire de l'organisation des Vieilles Charrues et faire perdurer les valeurs atypiques du festival.

Quelles régions misent le plus sur la culture ?

Les dépenses culturelles des régions françaises



Moins de 8€/h De 8 à 12€/h De 12 à 16€/h Plus de 16€/h

Dépenses culturelles des régions par habitant et budgets primitifs alloués en 2013 (en millions d'euros)

Source : Régions 2010-2013

Hors région Ile-de-France, les quatre régions disposant du budget culturel le plus important sont Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord Pas de Calais, Rhône Alpes et Languedoc Roussillon.

- La région **Provence-Alpes-Côte d'Azur** (PACA) s'est démarquée avec des actions sur le long terme. La région PACA est, la première à avoir lancé une étude, en 2005, témoignant des recettes et emplois que générait la culture (1,2 milliard de revenus annuels en PACA). Le choix de Marseille comme capitale culturelle en 2013 n'a fait que dopper une politique culturelle déjà dynamique.

- Avec le prolongement du Louvre-Lens, l'implantation de l'Institut du Monde Arabe à Roubaix, «Versailles à Arras» ou encore le projet de Centre Pompidou provisoire à Maubeuge, la région **Nord Pas-de-Calais** fait de la culture et du patrimoine un levier stratégique majeur de l'attractivité et du développement de ses territoires. La région Nord-Pas-de-Calais dépense plus de 16 € par habitant, la plaçant comme une des régions dépensant le plus par habitant.

- La région **Rhône Alpes** est riche en monuments historiques, musées et activités culturelle. La région finance de nombreux projets dans les arts vivants, relayés par un solide réseau d'établissements (opéra, danse, théâtre, littérature, cinéma...). Des grands événements sont organisés comme la biennale de Lyon et de Saint-Étienne, qui représentent une part importante du budget. Les récentes ouvertures du musée des Confluences et de la Caverne de Pont d'Arc renforcent ce dynamisme culturel de la région.

- La région **Languedoc Roussillon** alloue un budget d'environ 40 millions d'euros à la culture, l'un des plus important quand on le rapporte au nombre d'habitants.

De plus les Régions participent très généralement à la restauration du patrimoine de proximité non protégé, en milieu rural comme en milieu urbain. Elles mobilisent également des moyens très importants à la valorisation de sites exceptionnels. C'est le cas, par exemple, de la Région Aquitaine avec le Centre international d'Art pariétal de Montignac- Lascaux qui représente en investissement de plus de 16 M€ répartis sur 3 exercices budgétaires.

POINT DE VUE : COMMENT EXPLIQUER LES DISPARITÉS ENTRE LES RÉGIONS DE FRANCE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT DANS LE CHAMP CULTUREL ?

Xavier Dupuis

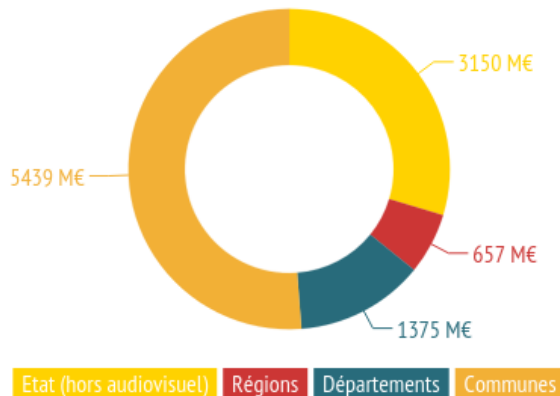
Economiste de la culture – Université Paris Dauphine

Il est évident que dans les régions qui sont les mieux dotées économiquement, en termes de population, de présence de grandes villes, l'investissement dans le champ culturel est plus important que pour une région qui est plus pauvre, ou plus rurale, avec une population moins nombreuse. Il est normal que l'investissement soit proportionnel à la fois aux territoires, à la population et à l'activité économique, même si le Ministère de la culture et les collectivités territoriales ont, depuis de très nombreuses années, toujours cherché à pratiquer un aménagement du territoire en matière culturelle afin d'éviter les déserts.

Il y a aussi des initiatives privées, tout est affaires d'individus, y compris au niveau des collectivités territoriales, il suffit d'avoir des élus fortement impliqués et qui croient beaucoup à la nécessité des politiques culturelles pour qu'il puisse y avoir des politiques culturelles et inversement, vous avez des individus qui ne sont absolument pas sensibles aux enjeux culturels. Dans ce dernier cas, on aura des investissements beaucoup moins importants. C'est avant tout une affaire d'individus, que ce soit des entrepreneurs privés ou des élus. Ensuite c'est le fruit d'une histoire. Le festival d'Avignon a par exemple été créé à l'initiative de Jean Vilar. Dans la culture, tout est affaire d'individus.

Quel Financement ?

Le financement public de la culture



Budgets alloués à la culture en millions d'euros.

Source : Ministère de la Culture et des Communications

Le financement de la culture en France reste aujourd'hui avant tout public. Au niveau national, le ministère de la Culture et de la Communication dispose de 7 milliards d'€ annuels, dont 3,85 milliards sont consacrés uniquement à l'audiovisuel public.

Dans le cadre du financement public territorial, organisé par la loi de décentralisation, les départements, régions et communes engagent chaque année près de 7 milliards d'euros dans la culture. Des co-financements sont possibles entre l'Etat et les collectivités locales. Régions et Etat co-investissent par exemple dans les fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) et les fonds d'acquisition pour les musées (FRAM).

Concernant le financement privé, les partenariats publics privés (PPP) sont relativement peu développés en matière culturelle et portent dans la plupart des cas sur la construction d'infrastructures. Néanmoins le mécénat d'entreprise est appelé à se développer et à jouer un rôle plus important dans les années à venir, permettant de diversifier les sources de financement des acteurs, en particulier locaux, de la culture.

POINT DE VUE: COMMENT LA CULTURE DANS NOS RÉGIONS EST-ELLE FINANÇÉE ?

Xavier Dupuis

Economiste de la culture – Université Paris Dauphine

La culture est avant tout financée par les collectivités territoriales. Au niveau national, il y a à peu près une parité entre les collectivités territoriales et l'Etat (Ministère de la culture et autres ministères concernés) tout confondu, mais les deux tiers du budget financé par le ministère de la culture sont concentrés sur l'Île de France et Paris essentiellement. Cela signifie que partout ailleurs le financement de l'Etat est très largement minoritaire par rapport aux collectivités territoriales. Dans beaucoup de régions, le Ministère de la culture ne représente au mieux que 10% des financements, et jusqu'à 25% dans le meilleur des cas.

Donc ce sont les collectivités territoriales - en premier lieu les villes, puis les départements, les régions, et les intercommunalités – qui assurent la majorité des financements, même si elles sont aussi très durement touchées par la crise des finances publiques.

Karine Gloanec Maurin

Présidente de la Commission Culture de l'ARF, Présidente de la Région Centre

Il est évident que si on prend les prix des loyers ou de l'immobilier à l'achat, il y a des disparités. De manière générale la culture est portée à plus de 70% par les collectivités territoriales. Cela veut dire qu'il y a un réel engagement. Le mouvement pour la culture des régions s'est développé au cours des deux derniers mandats de manière extraordinaire. Par exemple, il y a eu à Montpellier, depuis 1998, une très belle augmentation de l'engagement pour la culture. De manière générale, les villes, les départements de toutes les collectivités souhaitent s'engager pour la culture. C'est pour ça qu'au cours de la discussion de la loi NoTRe (nouvelle organisation territoriale de la République) nous avons tous défendu le fait qu'il fallait que la culture, comme le tourisme et le sport, continue à être subventionnée par tous les niveaux de collectivités parce que tout le monde a besoin de s'engager. Et nous les régions, on aménage le territoire en faisant en sorte qu'il y ait un très beau maillage et qu'il y ait une offre culturelle bien répartie.

J'étais présente à Cannes quand le premier ministre Manuel Valls a déclaré que baisser le budget de la culture avait été une erreur. Il l'a fait dans un contexte très particulier puisque nous, les régions, accompagnons énormément le cinéma français. La culture est un secteur très important, voire aussi important que le secteur de l'automobile. Je crois que c'est vraiment bien que le gouvernement ait conscience que le budget de la culture accompagne la création bien sûr, mais également l'emploi.

Frédéric Charpagne

Maire-Adjoint et délégué à la culture à la mairie de Bourges

Le budget culturel de la ville de Bourges s'élève à 14,5 millions d'euros soit environ 17% du budget total. C'est un signe fort du soutien de la ville à la culture. Ce budget nous le pérennisons avec la signature du pacte culturel avec l'Etat. Cet investissement est dédié à la culture pour les 3 années à venir.

Nous accordons une grande importance aux associations que nous accompagnons financièrement à hauteur de 4 millions d'euros. Nous soutenons plusieurs associations et événements (Printemps des Poètes, Choraliades,

Rencontres cœur de vidéo...) et favorisons notamment les associations créant un lien social (bourses sport et culture). Nous élaborons la programmation annuelle avec les associations et ciblons leurs attentes en soutien logistique, subvention...

Les entreprises soutiennent également la culture dans la ville de Bourges sous forme de partenariat ou de mécénat comme l'entreprise Monin. De plus nous travaillons main dans la main avec les collectivités locales puisqu'elles sont en charges des demandes municipales, départementales et régionales.

Françoise Nyssen

Présidente du Directoire d'Actes Sud

Actes sud en tant qu'entreprise privée est totalement indépendante de toute aide locale et toute subvention. L'activité d'édition ne reçoit aucune aide. On ne vit que de l'économie que nous produisons. Néanmoins, nous sommes aujourd'hui le premier pourvoyeur de fiscalité locale pour la ville. Nous sommes à Arles la première entreprise de la ville en dehors de la Mairie et de l'hôpital. C'est paradoxal, parce que parfois l'idée reçue est que nous sommes une entreprise d'animation culturelle qui coûte de l'argent, alors que finalement on en rapporte à la ville.

En ce qui concerne l'activité associative d'Actes Sud que nous avons développé à travers l'association du Méjan, nous organisons des concerts avec des places de 10 à 12 euros, ainsi que des lectures. Pour ces activités, le retour d'argent généré par les entrées ne suffirait pas à rentrer dans nos budgets. Ici, il faut effectivement faire appel à la coopération avec les institutions régionales. Nous sommes soutenus par la région, la mairie et le département puisque l'on fait une activité qui sert les citoyens de la municipalité et de la région au sens large, des gens de toute la région venant assister aux concerts.

Jérôme Tréhorel

Directeur Général du festival des Vieilles Charrues

Les Vieilles Charrues n'ont jamais reçu de subventions puisqu'au départ de notre aventure on ne rentrait pas dans les politiques culturelles des institutions. Ainsi pour certains événements culturels qui bénéficient de subventions des différentes institutions et de l'Etat, la réduction des aides peut perturber le modèle économique, et on sait que ça n'ira pas en s'améliorant. Le contexte économique global a également changé les modes de consommation de la culture. Les gens sont d'autant plus attentifs à leur budget pour une journée de festival. Par ailleurs, le budget de la programmation est passé de 1,7 million d'€ à 4 millions d'Euros aujourd'hui, à cause de l'augmentation des cachets des artistes. Il a fallu adapter notre modèle économique et le festival vit aujourd'hui à 80% grâce aux entrées payées par le public et à 20% grâce aux partenaires et au mécénat. Nous avons ainsi un objectif de 180.000 billets vendus, ce qui est l'équivalent de 4 stades de France pendant 4 jours d'affilés, mais à Carhaix, et non à Paris. Le contexte économique est difficile, il y a de plus en plus de festivals donc il y a une concurrence plus forte, et le porte-monnaie des familles n'est pas extensible. Mais c'est le public qui va réguler tout ça en choisissant de venir à tel ou tel festival.

E. LECLERC ET LE SOUTIEN À LA CULTURE

Au-delà de l'engagement pour l'accès à la culture sur tout le territoire, concrétisé par les Espaces Culturels, et des initiatives les plus visibles comme le Prix de Landernau et le Fonds Hélène et Edouard Leclerc pour la culture, les adhérents E. Leclerc s'investissent au quotidien dans le développement de l'offre culturelle locale.

Hugo Bélit

Adhérent responsable des espaces culturels E. Leclerc

Quel est le regard des adhérents E.Leclerc sur le développement de l'activité culturelle au niveau local ? Quel est leur engagement ?

A l'origine de l'aventure des Espaces culturels E. Leclerc il y avait cette idée de mettre la culture sur le trajet des courses quotidiennes, c'est à dire là où on ne l'attendait pas forcément. Cela s'est traduit localement dès les années 70-80 dans des villes comme Tarbes et Pau par, à la fois créer des espaces de ventes spécialisés avec des libraires et des vendeurs spécialisés et non uniquement des rayonnages, mais aussi par un engagement en faveur de l'animation culturelle locale. L'exemple emblématique étant Le parvis, devenue scène nationale Tarbes-Pyrénées. Cette idée a essaimée à tous les niveaux et beaucoup d'adhérents se sont lancés dans l'aventure des Espaces culturels avec la volonté d'être un acteur de l'animation culturelle au niveau local. Certains ont créé des salles pour accueillir des auteurs, des musiciens, des expositions. D'autres sont devenus naturellement partenaires de beaucoup de manifestations comme Les folle journée de Nantes ou Les vieilles charrues en Bretagne.

Comment se matérialise leur soutien ? Quels rôles jouent les Espace Culturel au niveau local ?

Cet engagement peut être matériel, financier ou en co-organisation dans certains cas comme des Tremplins musicaux qui existent à Lagord ou Tourlaville. Comme Le prix des ados de Deauville tourné vers la jeunesse avec les Espaces culturels de Normandie qui réunit plus de 400 jeunes autour du livre. Ou bien encore dans l'animation hebdomadaire de débats littéraires comme à Saint-Médard-en-Jalles ou Blois. Les espaces culturels deviennent alors prescripteurs de culture et certains lieux sont emblématiques pour beaucoup d'artistes comme la scène de musique actuelle de Niort.

Quels sont les critères pour soutenir un évènement, ou une institution ?

Il s'agit d'un véritable engagement individuel qui réunit la conviction d'un adhérent et le besoin concret de financement ou de soutien. Il n'y a pas de limite sinon le partage autour de la culture. Pour les centres E. Leclerc, ce type d'engagement local existe aussi sous d'autres formes avec les producteurs locaux ou les clubs sportifs.

Financer et soutenir le dynamisme culturel local est-il un geste « civique » ou un investissement rentable avec des retombées attendus ?

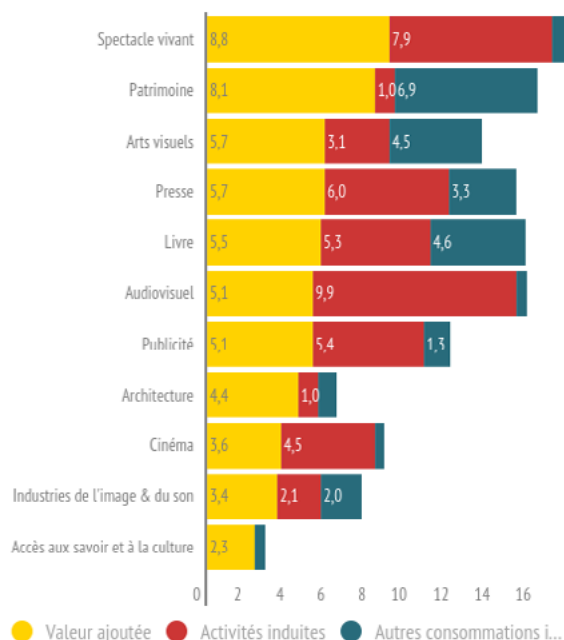
Cela participe incontestablement de la volonté de rendre à la population concernée localement ce qu'elle a pu donner à la réussite des Centre E. Leclerc et des Espaces culturels. Au-delà, l'animation de lieux de ventes comme les Espaces culturels est reliée au besoin de partager des choix d'auteurs, d'artistes et de permettre la rencontre du « live » qui bénéficie toujours d'une aura supplémentaire aux simples supports enregistrés. L'approche économique est à plus long terme sur l'image de lieux qui deviennent ainsi incontournables voire la référence en matière de culture dans les villes où ils sont implantés.

2. LA CULTURE, UNE SOURCE DE PLUS-VALUE POUR NOS RÉGIONS ?

Un moteur pour la croissance et l'emploi

La culture peut générer des externalités positives sur l'économie :

Apport de la culture à l'économie française



En milliards d'euros - Année 2011

Source : Ministère de l'Economie

- Elle est créatrice d'emplois : les branches culturelles contribuent à 3,2 % de la richesse nationale et emploient au total 670 000 personnes soit 2,5 % de l'emploi total en France, avec une concentration dans le spectacle vivant (150 000 emplois), la publicité (100 000) et la presse (87 000). Ainsi à l'échelle des régions, les investissements culturels peuvent favoriser la croissance et créer des emplois. La région Languedoc Roussillon compte 40 000 emplois culturels locaux et la région PACA 60 000 emplois.

- La valeur ajoutée des entreprises culturelles s'élève à 57,8 Md€

- Elle a un impact sur les acteurs locaux (revenus des ménages, ressources fiscales locales).

- Elle a un impact indirect d'autres secteurs : hôtellerie, commerce, restauration...

- Elle favorise l'implémentation de nouvelles entreprises ainsi que la mobilité de travailleurs et de familles dans la région

A titre d'exemple, près de 2000 festivals de musique viennent rythmer chaque année la vie culturelle de nos régions. Malgré un contexte économique difficile pour les Français, leur popularité ne faiblit pas. La fréquentation totale des festivals de musiques actuelles a augmenté de 23% en 2014 comparé à l'année précédente (étude Télérama déc. 2014).

- Le Festival d'Avignon qui engendre 1 000 emplois, génère 23 millions d'euros de recettes sur la ville et les communes environnantes.

- Pour 1 euro investi dans le cadre du festival les Eurockéennes de Belfort, on estime à 6,90 euros les retombées économiques.

- Le Festival de Cannes, avec un budget de 20 millions d'euros, engendre plus de 200 millions d'euros de retombées économiques, tout en créant 3 160 emplois. (Chiffres France Créative – EY)

POINT DE VUE: EN QUOI LA CULTURE EST UN FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES ?

Xavier Dupuis

Economiste de la culture – Université Paris Dauphine

C'est une activité qui a incontestablement des effets positifs sur l'économie territoriale et locale. On peut toujours essayer de mesurer l'impact des activités culturelles, c'est ce que l'on appelle les études d'impacts. Les résultats sont toujours un peu aléatoires mais il est évident qu'une activité d'un festival par exemple participe à l'économie locale, il suffit de se rappeler de l'été 2003 avec la grève dans le domaine du spectacle vivant lié au conflit des intermittents du spectacle ; cela avait provoqué l'annulation de nombreux festivals comme celui d'Aix-en-Provence ou encore celui d'Avignon. Les commerces locaux, l'hôtellerie, la restauration avaient largement pâti de ses annulations, donc c'est une évidence que la culture participe à l'économie d'un territoire. Il y a de nombreux problèmes techniques pour la mesure de l'impact économique de la culture. Tout dépend des définitions et des méthodes adoptées pour les calculs, donc on peut trouver des chiffres complètement différents et on ne peut pas dire qu'1 euro investi dans la culture crée précisément 10 euros de retombées économiques. On pourra trouver des chiffres extrêmement différents car ils sont totalement dépendants de la méthode utilisée et son contenu. Il est difficile de généraliser.

Karine Gloanec Maurin

Présidente de la Commission Culture de l'ARF, Présidente de la Région Centre

L'action publique n'a pas pour objet d'être rentable, c'est une vision du monde de vouloir investir toujours avec un retour sur investissement. Pour la culture, il faut voir à très long terme, s'engager et se mobiliser pour qu'il y ait un service destiné au public qui soit le plus ouvert possible. L'action publique se distingue de l'action d'une entreprise, l'objectif est d'amener une offre de service pour les habitants et les gens sur les territoires qui soit la plus large possible. Le retour sur investissement est important quand on analyse bien car cela crée de l'emploi, de l'attractivité du territoire, de la cohésion sociale. Mais c'est d'abord une volonté politique de vouloir accompagner tous nos concitoyens à l'émancipation, à l'ouverture sur le monde et à l'ouverture sur la création.

Aujourd'hui les territoires, les collectivités territoriales ont compris que le soutien à la création et au développement culturel faisait partie d'un engagement aussi important que le soutien au monde sportif par exemple, et à tout ce qui crée de la cohésion sociale sur le territoire. Ce soutien permet qu'il y ait un maillage sur le territoire d'offres culturelles, de salle de spectacles, de cinéma, de théâtre de rue. Les collectivités s'engagent parce que bien souvent elles ont fait le constat que c'est aussi une manière de retenir les populations sur certains territoires, ruraux autant qu'urbains. Au-delà de la cohésion sociale, une belle offre culturelle rend les territoires attractifs et les Français sont sensibles à ça.

Frédéric Charpagne

Maire-Adjoint et délégué à la culture à la mairie de Bourges

toute l'année. Nous organisons différents événements culturels forts, comme le lancement annuel du festival un Eté à Bourges au cours de la Fête de la Musique le 21 juin, qui a pour particularité de s'étaler sur 3 mois ce qui en fait un des festivals les plus longs de France. Il propose un spectacle gratuit par jour et permet de mettre en valeur le patrimoine culturel de la ville. Cette démarche permet de faire venir des touristes dans la ville. De plus notre célèbre festival le Printemps de Bourges qui fait la renommée de la ville est un événement incontournable ayant de fortes répercussions économiques. Cependant il faut bien noter que notre objectif reste avant tout d'apporter des prestations culturelles aux habitants en leur proposant des événements variés.

Françoise Nyssen

Présidente du Directoire d'Actes Sud

et il y a des gens qui viennent à Arles juste pour ça. On fait des grandes expositions, avec des artistes de renommée internationale, on participe aussi aux rencontres internationale de la photographie : cela génère du tourisme, des nuitées d'hôtel, et de la consommation dans les commerces. Ce qui a un impact considérable sur l'économie de la ville.

Notre activité d'édition emploie 300 salariés (dont les deux tiers sur Arles), cela fait que des familles s'installent, et ça engendre une repopulation du centre-ville qui est loin d'être négligeable.

Actes Sud est aujourd'hui la plus grande entreprise privée à Arles, y compris en termes d'emplois. A Arles, la richesse économique et intellectuelle de la ville, c'est la culture, à travers les industries culturelles. Le quartier dans lequel est implantée aujourd'hui Actes Sud était à l'abandon. Depuis notre implantation nous avons recréé une vie autour de nous, en développant de l'activité, en implantant d'autres structures. Petit à petit, tout le quartier est en train de se rénover.

Arles est un bon exemple de ville dont l'économie vient de la culture, il y a également l'Ecole de photographie, les Rencontres de la photographie, les Rencontres du Sud, le Musée de la Rome Antique, le label Harmonia Mundi. Il y a une activité culturelle majeure qui participe beaucoup à l'économie locale.

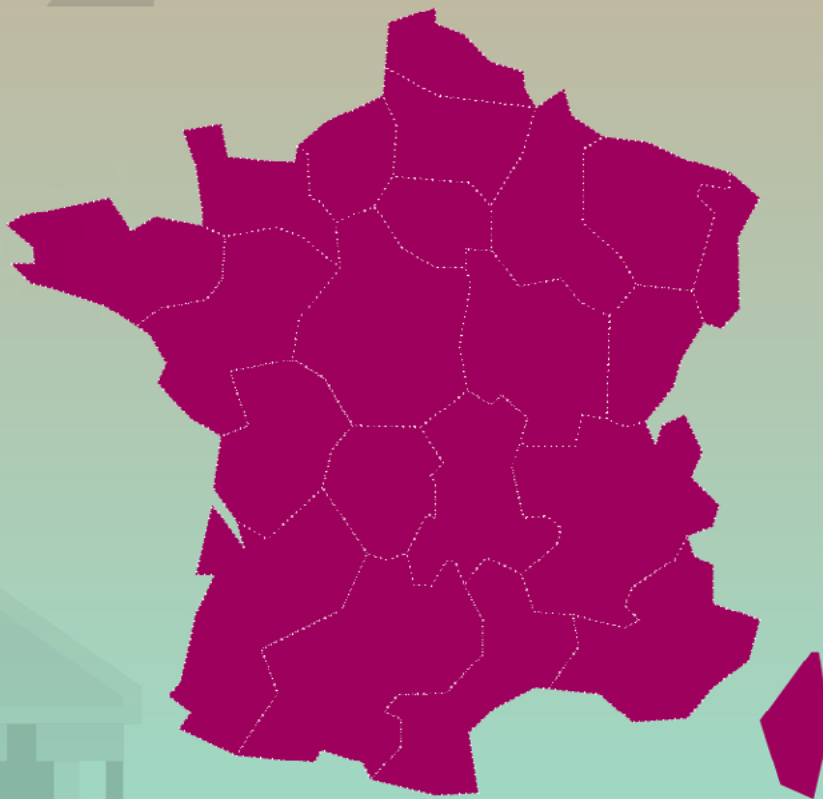
Jérôme Tréhorel*Directeur Général du festival des Vieilles Charrues*

Nous défendons des valeurs particulières à travers le festival. Nous tenons notamment à faire travailler les acteurs économiques locaux du territoire. Notre principe est de faire en sorte d'organiser le festival en travaillant avec des acteurs situés dans un premier cercle, à Carhaix, puis dans le Centre Bretagne, et enfin le département et la région. On arrive ainsi à organiser le festival avec 90% d'acteurs économiques de la région, c'est un vrai « plus » pour le festival. Par ailleurs, nous avons fait une étude d'impact économique en 2011. Le budget du festival est de 13 millions d'euros (dépenses pour organiser l'évènement), parmi ses 13 millions, il y a autour de 4 millions d'euros de budget artistique. Tout ce qui est lié à la production, l'embauche, les achats, les denrées alimentaires et boissons, ce sont des achats qui sont effectués en majorité sur le territoire. Du fait de la tenue du festival, nous savons qu'il y a un peu plus de 4 millions d'euros qui restent sur le territoire régional. Par ailleurs, le festival génère chaque année 60 embauches à temps plein.



LA CULTURE ET NOS RÉGIONS

Les principales attractions culturelles régionales

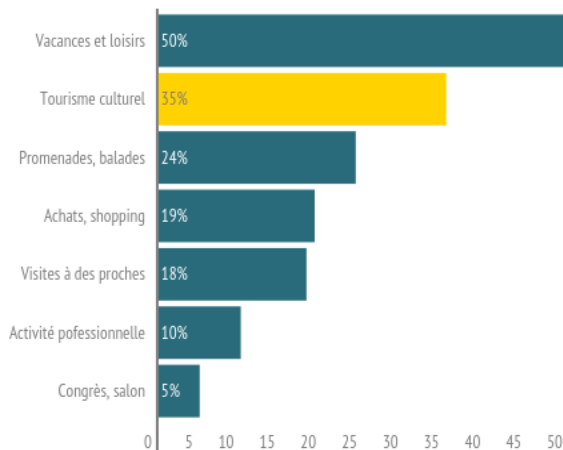


BIENVENUE !

Choisissez une région et découvrez pour chacune d'entre elles le **festival musical**, le **monument historique** et le **musée** les plus populaires

La culture, un outil d'attractivité touristique

Principales activités des touristes internationaux



Plusieurs activités pouvant être pratiquées, le total peut être supérieur à 100%. Les pourcentages sont calculés sur le total des arrivées.

Source : DGCS, Banque de France, enquête EVE - 2011

Si Paris est la première destination touristique du monde, c'est bien entendu grâce à son offre culturelle exceptionnelle, tant dans le domaine du patrimoine que dans le spectacle du vivant. Il en va de même pour l'attractivité touristique de nos régions. Patrimoine historique, musées, festivals sont autant d'arguments invitant les voyageurs français et étrangers de se déplacer aux quatre coins de l'hexagone.

Xavier Dupuis

Economiste de la culture – Université Paris Dauphine

Quels liens peut-on faire entre investissement culturel et fréquentation touristique ?

Il y a surtout des liens entre le patrimoine et le tourisme, à savoir le patrimoine historique, monuments historiques et musées, qui sont des facteurs importants pour le tourisme. Il suffit de voir à Paris, dans le programme d'un touriste à Paris il y a le Louvre, Orsay, Versailles, la Tour Eiffel aussi, et le patrimoine artistique est un facteur d'attractivité touristique extrêmement puissant. En Europe, il y a l'Espagne, l'Italie et bien sur la France qui est la première destination touristique, ce sont des pays qui sont riches de patrimoine. Les festivals, évidemment, quand ils ont un rayonnement qui dépasse leur zone géographique et leur implantation sont des facteurs d'attractivités. Le festival d'Avignon a un rayonnement national et même international. Il y a des gens qui viennent à Avignon pour le festival ce qui génère du tourisme dans la ville mais également dans la région. Il y a donc un lien direct entre tourisme et culture, avant tout grâce au patrimoine mais aussi par le biais des plus grands festivals.

CAPITALES EUROPÉENNES DE LA CULTURE... ET DU TOURISME ?

« Capitale européenne de la culture », le titre attribué à une ou deux villes européennes chaque année depuis 1985 est devenu un véritable label. Il vient largement renforcer l'attractivité culturelle et touristique d'un territoire, notamment via de grands chantiers pérennes.

L'impact économique d'un tel évènement est incontestable. A l'occasion de Marseille-Provence 2013, le titre convoité aura attiré près de 10 millions de visiteurs pour l'ensemble des événements sur tout le territoire, soit environ 2 millions de touristes supplémentaires par rapport à l'année précédente. Les expositions-phares auront drainé plus de 5 millions de visiteurs. Pour 102 millions d'€ investis dans le cadre de l'année Capitale, on a enregistré 500 millions d'€ de retombées économiques.

Sur le plus long terme, les retombées en termes d'image sont très prometteuses, modifiant durablement la perception de la ville. Marseille figurait dans le top five des Place To Go de l'année, plébiscitée par le New York Times et le site Trivago. Le taux d'occupation des chambres dans l'hôtellerie a grimpé de 7 % d'occupation des chambres. Enfin la ville a réussi à se positionner sur le plan international, accueillant touristes européens mais aussi américains et asiatiques. La fréquentation touristique internationale a ainsi atteint une hausse de 60% par rapport à 2012.

CONTACT

Nicolas MOREAU

pour EcoSocioConso

<http://www.ecosocioconso.com/>

@ecosocioconso

nmoreau@humantohuman.fr

L'INTÉGRALITÉ DE L'INTERVIEW SUR

> WWW.ECOSOCIOCONSO.COM